

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG126/6

7 juin 2004

(04-2443)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET LE MEXIQUE

Questions et réponses

La communication ci-après, datée du 28 mai 2004, est distribuée à la demande des délégations des États de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) et du Mexique.

Les questions adressées aux Parties et les réponses communiquées sont reproduites dans le présent document. Les questions et les réponses ci-après sont organisées suivant l'ordre des points traités dans les documents WT/REG126/3 et WT/REG126/4.

ASPECTS LIÉS AUX MARCHANDISES

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

8. Dispositions sectorielles spécifiques

8.1 Agriculture

1. L'Australie et les États-Unis ont demandé des renseignements supplémentaires sur les produits agricoles visés par l'accord à la réunion tenue par le CACR en avril 2003. Toutefois le document intitulé "Questions et réponses" du 30 octobre 2003 ne contient pas de renseignements sur l'agriculture. Les Parties pourraient-elles fournir ces renseignements?

Le commerce des produits agricoles est visé par trois accords bilatéraux sur l'agriculture entre les États de l'AELE (Islande, Norvège, Suisse/Liechtenstein) et le Mexique. Ces accords ont été négociés et signés parallèlement à l'Accord principal et font partie des instruments établissant la zone de libre-échange. Les accords bilatéraux instaurent la libéralisation substantielle du commerce des produits agricoles, 78,4 pour cent du commerce de ces produits entre les Parties étant soumis à des droits de douane nuls ou réduits. Selon les statistiques commerciales déjà fournies, les échanges commerciaux (produits industriels et agricoles) visés par l'Accord représentent plus de 98 pour cent du commerce actuel.

Les produits visés par les accords bilatéraux figurent dans les Annexes jointes à chacun des accords. Ainsi, l'Annexe I de chaque accord contient le programme de suppression des droits du Mexique, y compris la liste des produits visés, et l'Annexe II contient le programme de suppression des droits de l'État de l'AELE en question. L'Annexe III de chaque accord indique les règles d'origine applicables.

Les politiques agricoles des États de l'AELE sont bien connues grâce aux discussions menées dans d'autres instances de l'OMC. Nous sommes fermement convaincus que l'Accord entre l'AELE et le Mexique couvre presque tous les échanges entre les Parties et est donc conforme à l'article XXIV:8 b) du GATT.

ASPECTS LIÉS AUX SERVICES

II. DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES

1. Dispositions de l'Accord qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS

2. Selon le document WT/REG126/5, II.1 (Dispositions de l'Accord qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS), le délai pour l'adoption de la liste des engagements est de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 2004. Conformément au consensus qui s'est dégagé à la 36^{ème} réunion du CACR, nous supposons que le CACR examinera ces engagements une fois que la liste aura été communiquée. À cet égard, le Japon souhaite connaître les progrès déjà accomplis dans la distribution de cette liste. Si elle est déjà disponible, nous aimerions savoir comment l'obtenir.

Les États de l'AELE et le Mexique ont commencé les travaux concernant la liste des engagements de libéralisation. Une réunion entre les spécialistes des services a eu lieu en avril, et la prochaine réunion est prévue en juin 2004. Lorsque la liste des engagements aura été adoptée, elle sera communiquée à l'OMC.
